

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article 28

Déposée par Monsieur de Villepin

Qualité : - Membre

Article 28

1. Sans préjudice des autres dispositions du présent traité, et notamment dans les articles 25 à 27 du présent Titre concernant la coopération au développement, l'Union mène, dans le cadre de ses compétences, des actions de coopération économique, financière et technique avec des pays tiers. Ces actions sont cohérentes avec la politique de développement de l'Union et avec la politique étrangère et de sécurité de l'Union. Les actions de l'Union et des États membres se complètent et se renforcent mutuellement. Elles sont menées dans le cadre des principes et objectifs de l'action extérieure de l'Union, tels qu'énoncés dans l'article 1 du présent Titre.
2. ~~Le Parlement européen et le Conseil adopte, après consultation du Parlement européen, et, conformément à la procédure législative, les lois européennes et les lois cadres européennes~~ nécessaires pour la mise en œuvre du paragraphe 1.
3. Dans le cadre de leurs compétences respectives, l'Union et les États membres coopèrent avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes. Les modalités de la coopération de l'Union peuvent faire l'objet d'accords entre celle-ci et les tierces parties concernées, qui sont négociés et conclus conformément à l'article 33 de ce Titre. Le Conseil statue à l'unanimité pour les accords d'association visés à l'article 32, paragraphe 2 de ce Titre ainsi que pour les accords à conclure avec les États candidats à l'adhésion à l'Union.

Le premier alinéa ne préjuge pas la compétence des États membres pour négocier dans les instances internationales et conclure des accords internationaux.

Explication éventuelle :

L'ajout au paragraphe 1 vise, en cohérence avec l'amendement à l'article 3, à assurer l'unité de

l'action extérieure de l'Union.

L'amendement au paragraphe 2 vise à reprendre le dispositif de l'actuel article 181 A du traité, qui prend acte de la nature réglementaire de la coopération économique financière et technique avec les pays tiers.